

## RETEX LICORNE : l'appui feu hélicoptère

Du 8 avril au 22 août 2003, le 6<sup>e</sup> régiment d'hélicoptères de combat fut engagé en Côte d'Ivoire dans le cadre de l'opération LICORNE. Comme souvent pour un bataillon ALAT, la mission revêtait plusieurs facettes, concourant à l'appui aéromobile direct de la force LICORNE : héliportage, renseignement, appui feu air sol, escorte air air, soutien logistique, mais aussi capacité d'intervention subrégionale, comme le montra la RESEVAC de MONROVIA avec le concours de la marine nationale.

Prenant en compte les spécificités du théâtre telles que la météorologie tropicale ou la variété du terrain, une réflexion théorique concomitante avec un processus d'expérimentation et de validation a été menée pour garantir l'efficacité opérationnelle et la sécurité des vols. Ce préalable effectué en liaison étroite avec les différents GTIA permit d'établir rapidement des consignes permanentes opérationnelles (CPO) pour chacune des missions probables du bataillon, suffisamment souples pour être calquées au plus juste à la situation du moment. La procédure d'appui feu air sol découle de ce processus.

Fruit d'une réflexion amont inspirée de la procédure TYPHON développée par l'EAALAT, validée par de nombreux exercices sur le terrain, la procédure TYPHON II permet de réaliser, sur court préavis, tout type d'appui feu air sol, aussi bien missile Hot que canon de 20, dans un contexte de basse intensité, en gardant bien à l'esprit qu'il importe avant tout de rester adapté à chaque situation tactique : terrain particulier, ennemi singulier et situation amie du moment.

Dans ce terrain extrêmement varié, où la forêt tropicale dense ne se présentait en fait que relativement rarement, il fallait pouvoir observer et tirer dans tous les cas de figure. Chacun de ces cas dictait pratiquement le mode d'action de l'hélicoptère : observation et tir en stationnaire (souvent le plus efficace et le plus sécurisant) ou en translation (par défaut).

L'analyse de l'adversaire imposa de même d'adapter certains procédés, les armes légères d'infanterie constituant en fait la menace prioritaire de l'hélicoptère, devant le missile SATCP. Aussi ont été privilégiés le vol de transit à 300 mètres sol à vitesse maximale, un dispositif permettant en permanence l'alerte missile, des postes de tir en stationnaire ou des passes de tir à la verticale d'une zone occupée par les troupes amies et enfin la mise en œuvre systématique du module IMEX dès que le risque de prise à partie était avéré. De plus, difficilement repérable, l'ennemi devait le plus souvent être marqué au préalable par les troupes au contact.

**Avec une troupe au combat, donc camouflée et dont le chef (le plus souvent chef de section) n'est pas particulièrement entraîné aux actions aéromobiles et supporte une charge de travail conséquente, le souci premier de l'intervention consiste à éviter le tir fratricide. Il est impératif que le chef de patrouille localise les amis aussi précisément que l'ennemi. Ce facteur clé imposa la mise en place d'un dialogue précis entre le chef de patrouille et le chef de l'élément appuyé. Seul un entraînement interarmes régulier peut éviter que cette procédure de messagerie ne devienne excessivement lourde. Cet entraînement interarmes en métropole, et avec toutes les BIA, apparaît en fait essentiel.**

L'exemple de l'appui feu en Côte d'Ivoire montre que la doctrine, loin d'être un dogme, est avant tout une ligne directrice qui doit être adaptée au contexte particulier. Et même les procédures établies dans cet esprit doivent elles-mêmes offrir au chef la palette de procédés et la souplesse qui lui permettront de résoudre son problème particulier qui n'aura jamais pu être modélisé complètement. Poursuivant sa réflexion, le régiment travaille actuellement sur le mandat de l'appui feu en combat haute intensité qui devrait déboucher avant l'été.

<sup>1</sup> IMEX : extraction immédiate (récupération immédiate des équipages abattus en territoire hostile).

Chef de bataillon SALVA, Chef BOI du 6<sup>e</sup> RHC

## Actualités CSEM

### Partenariats de l'enseignement militaire supérieur

*La synergie forces, centres de doctrine, enseignement militaire supérieur est un gage d'efficacité.*

*Au mois d'avril ce partenariat s'est concrétisé au cours de l'étude division du CSEM par des journées de travaux pratiques menés à l'Ecole militaire :*

- avec le bureau renseignement opérationnel du CFAT pour l'emploi des capteurs,
- avec le bureau logistique du CFAT et le 601<sup>e</sup> régiment de circulation routière pour la résolution des mouvements et l'emploi de la circulation,
- avec le CREDAT pour l'étude des capacités des moyens de communication,
- avec le Centre d'enseignement et d'études du renseignement de l'Armée de terre (CEERAT) pour la détermination des modes d'action ennemis.

*Dans une armée de terre au format réduit, ces partenariats sont une nécessité. Ils sont en outre bénéfiques aux officiers stagiaires, qui sont maintenus en contact avec l'actualité des opérations et des exercices, mais également aux forces qui reçoivent in fine des officiers au fait des évolutions et de la réalité des engagements.*

### Connaissances interarmes

*Le renforcement des connaissances interarmes s'obtient également de façon attrayante par la visite d'activités des forces.*

*Quelques officiers stagiaires ont ainsi pu découvrir de manière concrète l'engagement aéromobile au cours de l'exercice Bélénos de la 4<sup>e</sup> BAM dans la région de Compiègne.*

*L'actualisation ou la découverte des conditions d'entraînement offertes par le CEITO font également l'objet de visites ponctuelles très fructueuses pour les participants.*

*La participation à l'exercice SKREO de la 9<sup>e</sup> BLBIMA en juin offrira l'occasion d'approcher l'organisation du commandement et les modalités pratiques des opérations amphibies.*

*Ces quelques exemples ne sont qu'un aperçu des possibilités de formation interarmes à moindre coût qui méritent d'être encouragées.*

## A QUOI SERT LE RETEX ?

### L'exemple des équipes légères de liaison

La montée en puissance du contingent français à envoyer en Bosnie sous les ordres de l'Union européenne est en cours. La force à mettre en place, qui relèvera celle de l'OTAN de l'opération Salamandre, sera constituée de "liaison & observation teams" (LOT, selon le concept britannique), ce qui devrait rendre pertinent le modèle des équipes légères de liaison (ELL). De quoi s'agit-il ?

Le retour d'expérience de Concordia en Macédoine (ARYM) a révélé le rôle croissant des ELL, concept issu des forces spéciales et adapté aux capacités des forces terrestres. Ces petits éléments vivent isolés au sein de la population afin à la fois d'alimenter la force en renseignement d'ambiance et d'influencer certains interlocuteurs ciblés. Leur déploiement intervient dans un contexte permissif caractérisé par une situation en voie de stabilisation.

Malgré la variété des contextes d'engagement des ELL, à l'expérience on peut relever certains traits caractéristiques susceptibles de conduire à l'élaboration d'un concept (le pourquoi et le quoi ?) et d'une doctrine d'emploi (le comment ?) issus du retour d'expérience. Simultanément est apparu un réel besoin de construction doctrinale, du fait de l'extension de pratiques similaires, de l'Afghanistan (provincial reconstruction teams - PRT) aux Balkans (ARYM, KFOR, Bosnie).

C'est pourquoi le CEREX, s'appuyant sur les rapports de fin de mission de plusieurs équipes et sur une large consultation d'acteurs, a conduit une étude susceptible de déboucher sur l'élaboration de documents d'emploi. Cette doctrine serait applicable aux forces terrestres françaises, tout autant qu'aux contingents multinationaux qui se rangeraient derrière la France, nation cadre d'une opération multinationale, comme cela se profile pour la Bosnie.

Au terme de cette étude, il est apparu que les ELL se caractérisaient par plusieurs traits :

- un personnel solide et expérimenté, doté d'une capacité d'adaptation et d'une stabilité émotionnelle suffisantes pour vivre à cinq en maison isolée au sein d'une population versatile ;
- une large marge d'initiative laissée aux chefs d'équipe, voire aux équipiers, dans la gestion des sources ;
- l'aptitude à la palabre et une capacité d'intelligence de situation ;
- une disponibilité totale 24/24 et l'aptitude à la réversibilité ;
- le caractère éminemment sensible de la mission, tout manquement pouvant mettre en danger à la fois la crédibilité de la force et la sécurité des équipiers ;
- la coordination nécessaire avec les autres capteurs et les équipes issues d'autres contingents multinationaux, ce qui suppose notamment l'interopérabilité des moyens et des procédures.

Lors de la relève de la SFOR en Bosnie, pour la participation française, des unités PROTERRE assureront cette mission. Certes la désignation de la batterie des opérations (BdO) du 93<sup>e</sup> RAM, riche en cadres, devrait répondre sans aucun doute aux quelques points cités dans le paragraphe précédent, mais sans toutefois que l'expérience récente n'ait pu véritablement être prise en compte.

**C'est pourquoi, pour que le processus RETEX, tel qu'il a été mené pour cette étude ELL, puisse servir à la constitution des unités, il importe de chercher ce qui peut raccourcir encore l'exploitation des enseignements, tant au sein des forces elles-mêmes que dans la sphère doctrinale. Car, pour l'heure, la France, future nation cadre en Bosnie, ne peut s'appuyer sur aucun concept ni document doctrinal français, même provisoire, pour mettre sur pied ses propres équipes et associer des formations étrangères au détachement multinational sur lequel elle exercera son OPCON. Pour l'heure, on s'accommodera du concept LOT des britanniques qui s'appliquera certainement de lui-même sous peine de compliquer, pour le chef opérationnel, l'emploi de ce type d'équipes aux capacités différentes.**

Le RETEX doit permettre d'adapter l'outil de défense aux nouveaux cadres d'engagement. Il faut admettre ici que, si en la circonstance urgence il y a, compte tenu du contexte, la crucialité peut être contestée.

Au-delà de cet exemple, et d'une façon générale, on observe que la volonté d'améliorer le processus existe incontestablement. Reste maintenant à trouver les chemins.

**Chef de bataillon François ROBERT – CDES/CEREX**

## Actualités CSEM

### Participation à l'exercice GUILBERT – HERMES

*L'ensemble de la 117<sup>e</sup> promotion a participé à l'exercice des forces Guibert-Hermès du 5 au 16 mai. Les stagiaires ont été insérés dans les différents CO joueurs et à l'animation.*

*Cette participation a été anticipée et préparée par la visite de l'état-major de force n°1 à Besançon le 15 avril dernier afin de prendre contact avec les acteurs de l'exercice et la problématique du thème.*

### Comités d'études du CSEM

*Les travaux des comités d'études des groupes de travail du CSEM (CREDOC et CTO évoqués dans le numéro précédent) font l'objet de restitutions orales et d'un mémoire.*

*Réalisés au cours de la semaine 26, ils seront disponibles à l'issue.*

### Staff Ride Sedan 1940

*Parmi ceux-ci, l'intérêt du voyage d'histoire militaire réalisé sur la zone de la percée allemande de 1940 dans les Ardennes est à souligner.*

*Il contient l'ensemble des éléments pour organiser une activité de ce type pour l'unité ou l'état-major qui souhaiterait s'initier à la pratique des "Staff Ride"... Il est en outre particulièrement riche en enseignements tactiques et sur le commandement en opération.*

## Opération EPAULARD

L'opération EPAULARD s'est déroulée à Beyrouth (Liban) du 21 août au 13 septembre 1982. Cette participation à la Force multinationale d'interposition résultait de la forte détermination politique française à apporter son aide au gouvernement libanais confronté à la guerre avec Israël et au problème des combattants palestiniens en danger d'être anéantis. Les dissensions internes locales ajoutaient encore à l'acuité de la crise.

Le détachement EPAULARD comprenait 865 hommes, majoritairement du 2<sup>e</sup> REP, du 3<sup>e</sup> RPIMa, du RICM et du 17<sup>e</sup> RGP soutenus par des éléments du GAP/1<sup>e</sup> BPCS et du 9<sup>e</sup> RCS. Il s'agissait de montrer sa force et sa détermination pour ne pas avoir à s'en servir ; et être ferme, mais patient et impartial, dans les contacts avec les factions. C'était bien là une mission de "non-guerre" dans un environnement de combats sporadiques sur un terrain pollué de pièges et d'explosifs, avec le risque de glisser vers un conflit majeur.

L'opération a compris trois phases calquées sur le déploiement et les volets de la mission :

1<sup>er</sup> phase (21 - 25/08) : contrôle du port par le 2<sup>e</sup> REP, en relève de l'armée israélienne et sécurisation dans la dignité du transit des convois palestiniens vers leurs points d'embarquement.

2<sup>e</sup> phase (25 - 31/08) : le reste des unités ayant rejoint, déploiement sur la ligne de séparation entre factions libanaises et même mission de protection, aide au déminage et rétablissement des axes principaux.

3<sup>e</sup> phase (1<sup>er</sup> - 13/09) : tous les membres de l'OLP ayant quitté Beyrouth, aide à l'Armée libanaise pour se réimplanter dans Beyrouth ouest et opérations de déminage et de dégagement des rues.

En dépit de pertes légères (12 blessés), la mission est un succès total. **Pourtant, les conditions de planification du déploiement et du retrait auraient pu avoir des conséquences dramatiques.**

La volonté de la France d'intervenir au profit du Liban s'est heurtée à des divergences de vues certaines de la part des Américains et des Israéliens, ce qui a retardé les prises de décision. Les délais s'allongeant pour les unités alertées, des modifications ont été apportées par les divers échelons de commandement (de conception, opérationnels, territoriaux...) concernés par la planification et par la mise sur pied des unités. Au déclenchement de l'opération, une certaine confusion régnait, à laquelle a pu pallier la fermeté du commandement sur le théâtre et la motivation des personnels déployés.

Cependant, une ou des réunions (le temps passant) de concertation entre les niveaux de conception, de mise en condition de la force et du commandement de cette force auraient permis d'éviter ces écueils.

De même, le retrait de Beyrouth était un acte politique fort. La situation sécuritaire locale n'a permis la prise de décision qu'au dernier moment, le préavis étant extrêmement court et les délais alloués encore plus.

Les prouesses des équipages de la Marine Nationale et en particulier des Super Frelon du porte-avions Foch, alliées au sang froid, au professionnalisme et à la capacité de réaction des personnels Terre embarqués ont permis que tout se déroule sans incident ni accident au moment et dans les délais fixés.

Toutefois, une planification préalable envisageant plusieurs hypothèses, notamment de délais, qui aurait pu être communiquée à la force sous forme d'un ordre préparatoire, aurait sûrement permis de réduire les risques qu'ont dû assumer sur le terrain le commandement et les exécutants de l'opération.

Colonel (ESR) JOLLY, CEREX

## LICORNE : Enseignements à 18 mois

En février 2004, la projection de la 7<sup>e</sup>BB ouvre la voie au 5<sup>e</sup> mandat qui connaîtra une modification profonde avec le déploiement, courant avril, d'une force internationale sous mandat ONU. Aussi est-il intéressant de tirer, à l'aune des 4 premiers mandats, les enseignements de l'engagement des troupes françaises. Trois domaines en sont particulièrement riches.

suite page suivante

## Actualités CEREX

### Agenda des prochains mois Mai 2004

#### **Intégration au CEREX de la section recherche du CRD.**

Dans le cadre des restructurations du CDES et de la préparation du futur CDEF, le CEREX accueillera en mai la section recherche du CRD qui disparaît en tant que tel de l'organigramme. Cette section, grâce aux études qu'elle pilote, à la nature du personnel qui la compose et aux milieux qu'elle touche, universitaire et "think tanks" français et étrangers, devrait entre autres permettre d'élargir les sources d'information du RETEX et d'apporter des éclairages différents aux opérations conduites dans le monde, dans une perspective de meilleure adaptation de notre outil de défense aux nouvelles données stratégiques.

#### **Exercice GUIBERT-HERMES 2004 à Mourmelon et à Mailly du 4 au 16 mai 2004.**

A cette occasion, deux équipes d'analystes ont été mises sur pied, totalisant plus de 30 officiers analystes d'active et de réserve, experts de fonctions opérationnelles.

#### **Séminaire avec les officiers de liaison terre (OLT) français à Tampa (Floride, USA) du 8 au 15 mai 2004.**

Participation d'un officier du CEREX et d'un officier du CREDAT.

#### **Publication d'un RETEX à ne pas manquer : La seconde Intifada.**

Le CEREX publiera en mai un RETEX de la seconde Intifada qui, compte tenu de la nature des réflexions qu'il peut susciter, fera l'objet de la totalité d'un numéro spécial de la revue DOCTRINE du CDES.

#### **Juin 2004**

#### **Séminaire annuel RETEX le 3 juin 2004 à l'École militaire.**

Ce séminaire devrait rassembler les officiers RETEX de l'ensemble des états-majors de la FAT et de la FLT, les DEP, le CREDAT, les bureaux concernés de l'EMAT, les directions centrales, le CoFAT, les RT et un certain nombre d'organismes invités. A cette occasion, avec les réorganisations récentes et en cours de la fonction retour d'expérience, chaque tête de chaîne présentera les enseignements qu'elle a tirés des opérations de l'année 2003 et 2004, et les mesures qui en ont découlé à son niveau. Ce séminaire laissera une place à la concertation pour mieux ajuster encore les modalités de fonctionnement de la fonction RETEX suite aux directives nouvelles qu'a connues cette fonction.

## LICORNE : Enseignements à 18 mois

(suite de la page précédente)

### L'organisation du commandement

- **Initiative et subsidiarité** : deux impératifs. Qu'il s'agisse du général COMBRIG proposant au CFAT la composition à enveloppe contrainte de sa relève, du colonel chef de GTIA responsable avec trois compagnies d'une zone de 150 X 100 km ou du lieutenant en poste à parfois 75 km de son commandant d'unité, LICORNE confère à chaque acteur une liberté d'action qui offre initiative, responsabilité et satisfaction.
- Indispensable concertation avec les protagonistes. Des négociations quadripartites ont été recherchées à tous les niveaux. Ainsi, le 27.11.2003, une réunion a rassemblé tous les protagonistes, caciques comme "petits chefs de secteur", côté FAFN comme FANCI. LICORNE était représentée par le GAO, les 4 chefs de GTIA et du GTE Corymbe. Des concertations personnalisées ont eu lieu entre acteurs "de terrain" avec pour conséquence une efficacité remarquable sur le terrain.

- **Dès le 1<sup>er</sup> mandat, le PCIAT a adopté une organisation classique** permettant réactivité et circulation de l'information : CO centralisé sous les ordres du chef d'état-major et du chef de CO. Le 5<sup>e</sup> mandat déploie un CO à la structure modifiée avec des S/CEM LOG et OPS et davantage de spécialistes dans les fonctions d'environnement. La tendance à gonfler le PCIAT à chaque relève, à multiplier le nombre de conseillers du COMANFOR, à élever le niveau d'ancienneté et de grade des principaux responsables entraîne **une complexification du système décisionnel** et, de l'avis des acteurs, n'apporte pas forcément de plus-value à l'efficacité.

### Les fonctions CONTACT et RENSEIGNEMENT

- **Seuls, canon et blindage gardent un impact psychologique indéniable.** VAB, ERC 90, AMX 10RC et VBL répondent de façon satisfaisante à ce type de mission en terrain équatorial par leur rapidité d'action, l'adéquation du gabarit des véhicules aux pistes et la protection de la troupe sous blindage. **Les appuis doivent être d'emblée plus conséquents.** Aussi, dès l'ouverture de l'opération, l'appui idoïne d'une SAM et d'une compagnie du génie par bataillon est indispensable pour marquer la détermination de la force et conserver au chef interarmes la liberté d'action indispensable. Evoquée à plusieurs reprises, la présence d'un escadron LECLERC et d'une compagnie mécanisée sur AMX 10 P pourrait avoir un énorme impact.
- **Contrôler le terrain.** Le redéploiement dans le Sud du 43e BIMA et la projection d'unités PROTERRE et d'un escadron de circulation routière lors du 4e mandat a permis d'améliorer le quadrillage dans une zone surdimensionnée. Les unités PROTERRE ont montré leur pertinence dans des missions de sécurisation et de patrouille.

- **Déséquilibre de la fonction renseignement.** Sur le théâtre, les remarquables résultats des différents capteurs permettent une bonne compréhension de la situation. A ce titre, les patrouilles autonomes, réactives et technologiquement en pointe du DRP (détachement de recherche profonde) du 2<sup>e</sup> Hussards ont été d'excellents contributeurs. En revanche, le retour du renseignement de la métropole vers la Force reste pauvre alors que le conflit ivoirien a des liens étroits avec l'hexagone comme lors de l'arrestation du leader rebelle Ibrahim COULIBALY (IB). Les synthèses réalisées par les organes centraux spécialisés sont indispensables au PCIAT dans son appréciation de la situation notamment au Nord.

- **Importance des DL et ELC.** Au près des FANCI, FAFN et de la MICECI, près de 15 équipes opèrent avec une efficacité remarquable. Leur emploi conduit à tirer deux leçons. Tout d'abord, les ELC doivent être projetées indépendamment de la force et bien avant elle. Ensuite, elles ne doivent pas être employées en toute circonstance car si elles s'adaptent bien à un milieu permissif, elles doivent être déployées avec précaution dans d'autres contextes.

### Le juste dimensionnement et la réactivité de la fonction logistique

Le ratio de 20% affecté officiellement à la logistique de LICORNE est strict mais suffisant. Il conduit à un emploi intensif des personnels logisticiens mais un renforcement s'avérerait inopportun au stade actuel. Le déploiement d'une base avancée de soutien -BAS- sur l'emprise de TOMBOKRO, au centre du pays, a été bénéfique à double titre. Consécutif au déploiement sur KORHOGO du GTIA 3, cette BAS pallie des elongations excessives entre ABIDJAN et les TC2 des bataillons et permet de décongestionner la BSVIA de Port - Bouët.

Capitaine (TA) Raphaël BERNARD, Analyste Afrique. CDES/CEREX

## Actualités CEREX

### Exercice GUIBERT HERMES 04

L'exercice GUIBERT HERMES 04 (GH04) s'est déroulé sur les camps de Mourmelon (GUIBERT) et de Mailly (HERMES) du 4 au 16 mai. Il avait pour but d'entraîner à la conduite d'opérations de haute intensité dans un contexte multinational, simultanément un PC de division (mis sur pied par l'EMF1 de Besançon, renforcé par l'EMF 4 de Limoges et du CSEM), ainsi qu'un PC de groupement logistique, mis sur pied par la BL1 de Montlhéry.

*S'il s'agit donc bien de deux exercices distincts mais qui utilisent le même scénario et bien sûr la même animation, il faut noter avec intérêt que les trois niveaux de PC seront représentés.*

*Certes, seul le niveau 2 est considéré comme joueur principal avec d'une part le PC division et d'autre part le PC d'un groupement logistique, grand subordonné du corps d'armée mais à la charnière entre le niveau 2 et le niveau 1.*

*Le niveau 2 sera aussi représenté par deux cellules "réponse" simulant les divisions voisines, l'une française, armée par l'EMF3, l'autre allemande, armée par les officiers de liaison et les stagiaires allemands du CSEM.*

*Le PC de niveau 1 mis sur pied pour l'organisation de l'animation permettra au CFAT de poursuivre l'entraînement du PC HRF en vue de la certification OTAN prévue en 2007.*

*Enfin n'oublions pas le niveau 3 : la 6<sup>e</sup> BLB et la 7<sup>e</sup> BB françaises ainsi que la 52<sup>e</sup> Brigade d'infanterie britannique seront les unités subordonnées à la division française.*

*Compte tenu de l'intérêt mais aussi de la complexité d'un tel exercice, l'analyse après action se doit d'accompagner le niveau 2, et plus spécialement le PC de la division joueuse et le PC du groupement logistique avec les deux équipes 3A correspondantes, dirigées chacune par un officier général.*

*Au total, ce sont donc plus de trente officiers supérieurs qui observeront et analyseront l'organisation et le fonctionnement des deux PC par le biais des fonctions opérationnelles.*